

ALLEMAND

ANALYSE ET COMMENTAIRE DE TEXTES OU DOCUMENTS

ÉPREUVE A OPTION : ÉCRIT

Etienne DUBSLAFF, Anne SALLES

Coefficient : 3 ; durée 6 heures

Sur les 40 candidats inscrits à l'épreuve écrite d'allemand du concours B/L 2018, seuls 38 ont effectivement composé, soit un recul de plus d'un quart par rapport à l'an passé ou de moitié en trois ans. Cette évolution quantitative ne laisse d'inquiéter le jury. Avec 11,05/20, la moyenne est en très légère augmentation (10,94 en 2017 et 10,72 l'année précédente) tandis que l'écart-type continue de se creuser, passant à 5,38 après avoir été de 4,95 en 2017 et de 4,45 en 2016. Si un petit tiers des copies (12 soit 31,6%) atteint ou dépasse 15 points, leur proportion est en baisse (37,5% en 2017), cependant que les 10 copies faibles inférieures à 7 dépassent le quart mais restent quasiment stables (26,3% cette année contre 27% l'an passé). Du reste, le jury s'est attaché à ouvrir toujours plus l'éventail des notes de sorte que toutes les notes ont été données au moins une fois à l'exception notable du 0 (quand les candidats ont composé) et du 5. Les résultats restent de bonne tenue dans l'ensemble, puisque 10 candidats (26%) ont pu accéder aux épreuves d'oral, dont 7 classés dans la première moitié des admissibles.

Au vu de la percée du parti d'extrême-droite aux élections législatives nationales de septembre 2017 et de l'approche du 30^e anniversaire de la chute du Mur de Berlin, le dossier invitait les candidats à s'interroger sur les rapports entre la crise de l'identité nationale, la montée des populismes dans les territoires de l'ex-RDA, de l'Allemagne et dans le monde occidental en général et l'évolution de la situation économique-sociale. La montée des populismes a longtemps été mise en relation avec une situation économique dégradée. Les historiens établissent ainsi un lien entre l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne, en 1933, et la crise économique de 1929 qui s'était accompagnée d'un nombre de chômeurs record – près de 6 millions en 1932, soit près d'un tiers de la population active. De la même manière, le ministre des Affaires étrangères américain George Marshall avait proposé son fameux plan en 1947 afin de lutter contre la pauvreté en Europe et d'affaiblir par là même les mouvements communistes en plein essor à l'époque. Or depuis plusieurs années, on observe un succès notable de partis d'extrême-droite dans des pays d'Europe dont la situation économique peut être jugée solide dans la comparaison internationale, comme le Danemark, l'Autriche, ou dernièrement l'Allemagne. Le présent dossier avait pour objectif de s'interroger sur le lien, manifestement complexe, entre l'économie et le développement de mouvements populistes, afin d'apporter un certain éclairage sur la percée de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) aux dernières élections législatives en Allemagne.

Était proposé à l'étude un ensemble composé d'un tableau (doc. 6) et de cinq textes dont trois articles journalistiques actuels (doc. 1, 4 et 5) et deux textes datant du XIX^e siècle, l'un historique (doc. 2) l'autre littéraire (doc. 3).

Si certains documents permettent d'établir un lien clair entre la dégradation économique et la montée des populismes à d'autres époques (doc. 2) ou dans d'autres pays (doc. 4), d'autres documents suggèrent que l'économie n'est pas en cause dans l'essor des mouvements d'extrême-droite qu'on observe aujourd'hui en Allemagne. Ce rôle plus limité de la situation économique dans la montée des populismes ressort notamment de la comparaison entre la situation en Saxe et dans le Mecklembourg – Poméranie occidentale. Ainsi, le document 1 montre que l'AfD remporte son score le plus important

dans une circonscription particulièrement épargnée par le chômage, à l'instar de la Saxe en général qui est en passe de devenir un fief d'extrême-droite alors même que c'est le nouveau *Land* le plus dynamique économiquement. Inversement, la lanterne rouge dans ce domaine, le Mecklembourg-Poméranie occidentale, enregistre le score le plus faible de l'AfD. Aussi n'existe-t-il pas de lien immédiat entre performances économiques et vote, souligne le document 4. En témoigne également le fort recul de la crainte du chômage (doc. 6) ces dernières années, alors qu'elle avait atteint un niveau très élevé dans les années 1990, au moment des attentats commis contre des demandeurs d'asile à Mölln ou Solingen (doc. 5), une situation qui n'était pas sans rappeler la fin de la République de Weimar. Le document 6 qui a été souvent sous-exploité par les candidats permet en effet de montrer que la xénophobie a flambé dans les années 2015-2017, au plus fort de la crise migratoire en Allemagne et a relégué au second plan les craintes matérialistes des intéressés (chômage particulièrement élevé dans la période 2004-2006 et stabilité économique menacée dans la tourmente de la crise financière des années 2008-2012). À en croire ces sondages, les Allemands – de l'Est comme de l'Ouest – ont le sentiment que la menace est aujourd'hui plus identitaire qu'économique.

L'argument le plus souvent évoqué pour expliquer le succès récent de l'AfD touche de fait à la crise des réfugiés, qui apparaît comme la principale crainte des Allemands (doc. 6) et est également mentionnée par des instituts de recherche économique (doc. 1). L'arrivée massive de réfugiés pourrait avoir contribué à renforcer une crise de l'identité nationale – déjà malmenée par la mondialisation -, crise particulièrement forte dans l'ancienne RDA caractérisée par « le modèle d'une société fermée où l'unité passait avant la diversité » (doc. 5). Socialisés dans un pays antireligieux avec listes électorales uniques, les Allemands de l'Est seraient moins ouverts à la diversité. Partant, ils auraient plus de mal à accepter une pluralité culturelle. Cela suggère moins un rejet des étrangers en soi que de la différence, qu'il s'agisse de personnes qui partagent une autre foi (doc. 2 et 5) ou qui pensent autrement (doc. 3 et 5), d'où une séparation en deux groupes : « nous » et « eux » (doc. 2). Cette construction d'une identité nationale par le rejet peut aussi être favorisée par le pouvoir en place, comme le suggère les critiques formulées à l'encontre du gouvernement allemand (doc. 1) et du parti CDU (doc. 5), et comme le montre l'intervention des douaniers prussiens (doc. 3), ce qui n'est pas sans rappeler la politique menée par Bismarck à l'encontre des catholiques et des socialistes afin de réaliser l'unité nationale contre un ennemi commun. Les deux documents du XIXe siècle, souvent quelque peu boudés par les candidats, ont pour objet de prendre un peu de hauteur par rapport à l'actualité brûlante et montrent que la construction de l'identité nationale s'est faite en temps de crise. Le texte de l'historien libéral-national Heinrich von Treitschke datant de 1879 et le poème de Heinrich Heine de 1844 mettent en lumière les liens historiquement problématiques entre la construction de la nation allemande et intégration économique. Heine oppose la volonté prussienne, liberticide selon lui, de construire une unité allemande fermée autour du *Zollverein* à une unité culturelle ouverte ; au fondement économique il oppose donc le liant idéal. Jouant sur les mots, le poète brosse le tableau d'une Union douanière qui permettrait au douanier prussien de refouler à la frontière désormais commune tout apport (culturel et matériel) allogène, d'où l'emploi ironique de force mots d'origine française dans le texte. Tout à l'opposé de ce dernier, Treitschke, sans laisser de reconnaître l'existence d'entreprises juives vertueuses, accuse les juifs, taxés d'être étrangers à la nation allemande, d'être responsables du marasme économique qui a suivi le krach boursier de 1873. Et d'enjoindre aux juifs allemands de « devenir allemands ». Il fustige ensuite leur prétendue surreprésentation à la tête des médias de l'époque. Le jury a apprécié que les candidats relèvent les parallèles entre les accusations du XIXe siècle, proférées par un intellectuel, et les poncifs de l'extrême-droite allemande prétendument ignare. Il était important de faire le lien avec PEGIDA qui aime à fustiger une presse « mensongère » (« *Lügenpresse* ») qui servirait des intérêts étrangers à ceux du peuple. Si ce dernier texte illustre l'ancienneté de l'antisémitisme en Allemagne, il permet aussi et surtout de mettre à nu les mécanismes qui président à la recherche de boucs émissaires en temps de crise économique qui se double de celle identitaire.

Pour autant, le repli sur une identité nationale supposée fait moins figure de déclencheur de la montée des populismes, que de symptôme d'un malaise, d'une insatisfaction qui trouve son exutoire dans les urnes, comme dans les débordements qu'on a pu observer, notamment à l'est. Or cette insatisfaction peut bel et bien être reliée à la question économique. Il convenait ainsi de relever le fait que les documents avaient en commun de faire la part belle aux sentiments de crise plutôt qu'à la crise elle-même. Les documents 1, 4 et 5 insistent sur le fait que la peur du déclassement économique et social incitait notamment les Allemands de l'Est à épouser des thèses racistes alors même, qu'objectivement, ils se portent mieux que les électeurs de partis populistes dans les autres pays occidentaux (doc. 4). À en croire les articles, celle-ci frappe plus les Allemands de l'Est que ceux de l'ouest. En effet, les documents 1, 4 et 5 insistent sur leur malaise, arguant qu'ils craignent non seulement le déclassement après les efforts consentis depuis la réunification (doc. 1), mais se sentent délaissés par le pouvoir, d'autant que leurs régions se désertifient au gré des fermetures d'écoles et d'entreprises (doc. 1). Là où les hiérarques du SED pouvaient en leur temps être voués aux gémonies, le pouvoir central de la République fédérale semble se désintéresser d'eux et de leurs craintes. Par analogie avec la situation que décrit le document 4 concernant la campagne présidentielle de 2017 aux États-Unis, les électeurs se tournent vers les responsables politiques qui viennent les voir : dans le cas précis, vers l'AfD. Par conséquent, la question économique intervient bel et bien, mais non pas la situation économique dans l'absolu, que comparée à d'autres régions (doc. 1 et 4), à d'autres époques (doc. 1), à d'autres personnes (doc. 2, 4 et 5). Il s'agit avant tout de la perception du risque de pauvreté, comme le fait ressortir le document 6 : en 2017, pour la première fois depuis l'existence de ce sondage sur les appréhensions des Allemands, la peur de la pauvreté occupe la seconde position. Cette crainte est passée en l'espace d'un an de 10% à 17%, soit une hausse tout à fait considérable. Ce rôle de la situation économique ressort également des scores de l'extrême-droite, qui restent sensiblement inférieurs en Allemagne à ce qu'ils sont dans d'autres pays (doc. 4). Une situation qui pourrait changer si une nouvelle crise économique venait frapper l'Allemagne.

Ont été particulièrement appréciées des analyses tout à fait intéressantes comme le remplacement de la thématique de la censure (doc 3) dans cette ère du numérique par la manipulation de l'information, notamment dans les réseaux sociaux, ou encore le choix d'introduire le dossier non pas par des lieux communs (« der Populismus ist ein heikles Thema »), mais par des idées directement reliées au sujet comme l'accent identitaire qu'apporte l'ajout du concept de *Heimat* au nom du ministère de l'Intérieur ou encore la construction des mouvements d'extrême-droite non pas autour d'un projet mais d'un rejet.

Comme les années précédentes, nous nous réjouissons de la présence d'excellentes copies, tant du point de vue de l'analyse que des connaissances et de la correction linguistique, ce dont témoignent les 7 copies comprises entre 17 et 20/20 (18,4%). La proportion inférieure de copies supérieures à 15 et comprises entre 10 et 15 est due, la plupart de temps, à un recul de la qualité d'expression. Nous ne saurions suffisamment mettre en garde les candidats contre un relâchement dans la rédaction. De nombreuses fautes sur les trémas ont pu être relevées (grossten, mänch, Bevölkerung, Grunde, Bekämpfung, Hilflösigkeit, Bedröhung, verlängt). D'une manière générale, le vocabulaire n'est pas toujours bien maîtrisé, comme en témoignent de nombreux barbarismes (Vereißung, Unversicherung, unverständlich, Unverständtheit, Legalität, Narator, Vorsitzenderswählung, often). Nous conseillons également de revoir les verbes forts et le participe passé (stohlen, stattfunden, gehießen, began, unterstricht, vollgeendet, gewaschende). Pour finir, nous avons relevé des confusions entre 'ch' et 'r' ou bien entre '-ich' et '-ig', comme par exemple schwar (au lieu de schwach) ou völklich.

Sur le fond, les écueils sont bien connus : trop de copies peinent à embrasser l'ensemble du dossier du regard et laissent de côté qui les documents historiques ou littéraires, qui le tableau dont ils peinent à mettre en lumière le lien avec les autres textes proposés à leur étude. L'utilisation du dossier dans son économie est bel et bien essentielle à l'élaboration d'un discours problématisé et riche qui permette de prendre un peu de hauteur par rapport à la seule actualité allemande par ailleurs souvent

assez bien maîtrisée. Elle est l'occasion de faire montre d'aisance dans le maniement critique de documents de nature variée. En aucun cas, le dossier est-il un simple tremplin pour des élucubrations hors-sol ni prétexte pour placer toutes ses connaissances intellectuelles ou historiques touchant aux Allemands depuis le Saint-Empire romain germanique.

Dès lors que des références sont amenées uniquement pour expliquer que le phénomène n'est pas nouveau (« ist nicht neu »), il y a lieu de s'inquiéter. L'objectif d'une référence est d'apporter un certain éclairage sur les documents et non de faire étalage de son savoir ou, pire encore, de procéder à du remplissage. On ne peut que regretter les candidats qui, n'ayant manifestement rien à dire sur le poème de Heinrich Heine, sont partis dans des digressions sur d'autres textes de l'auteur comme « die schlesischen Weber ». Cela est tout à fait inutile et pointe du doigt l'incapacité à tirer profit du poème retenu pour le dossier. A l'inverse, le jury a apprécié les copies qui ont fait le rapprochement entre l'union douanière et le développement du chemin de fer, que Friedrich List avait qualifiés de frères siamois et associés étroitement au processus d'unification. Ce lien explique bien évidemment le lieu où se déroule l'anecdote relatée dans le poème, et met aussi en évidence une contradiction apparente entre le chemin de fer qui devrait ouvrir l'Allemagne à l'extérieur et apparaît ici au contraire comme un facteur de fermeture et d'exclusion. Il est ainsi hautement préférable de limiter le nombre de références, mais de proposer des références utiles et habilement exploitées. Il est également essentiel d'expliquer précisément de quoi on parle (par exemple définir le mouvement Pegida) et d'être certain des informations qu'on avance et de bien comprendre le contenu des documents. A titre d'exemple, l'union douanière ne date pas de 1840 et l'AfD n'a pas remporté 50% des suffrages en Saxe.

Rappelons également qu'il s'agit d'une analyse de documents. Des développements – parfois de plus d'une page - sans mention des documents n'ont pas lieu d'être. Inversement, dès lors qu'un passage d'un texte est cité, avec des guillemets, il faut veiller à ne pas modifier la citation (à moins d'employer des crochets) et encore moins à inventer des citations. Il est également attendu que les noms propres, notamment des auteurs, soient retranscrits sans faute.

Nous ne saurions suffisamment mettre en garde contre des propos pouvant passer pour des maladroites, mais pour le moins douteux, comme cette copie présentant le populisme comme un « sujet brûlant », juste après avoir cité les propos ambigus d'Udo Voigt « Gas geben » (accélérer, mais aussi ouvrir le gaz). De la même manière, il importait de ne pas reprendre les propos de H. von Treitschke à son compte en affirmant que les personnes de confession juive ne sont pas des Allemands. L'utilisation de termes tels que « undeutsch » nécessitait une analyse et une prise de distance. Affirmer que l'antisémitisme présent dans le *Kaiserreich* annonçait les crimes des nazis, c'est également s'avancer quelque peu, dans la mesure où il s'inscrivait dans une tendance plus large en Europe comme en témoigne l'affaire Dreyfus, ce que certains candidats ont très justement évoqué. S'il pouvait être intéressant d'amener le concept de contre-démocratie de Pierre Rosanvallon, il faut néanmoins rester vigilant à ne pas minimiser les risques liés aux mouvements d'extrême-droite. Enfin, il n'était pas opportun de qualifier les Allemands de l'est d'égoïstes. Il ne s'agit pas ici de porter un jugement sur des comportements, mais d'analyser un phénomène.

Pour contrer ces écueils, on n'insistera jamais assez sur l'importance de l'introduction qui sert à présenter et à confronter – succinctement (gare aux introductions qui comptent à elles seules pour un tiers de la copie !) – entre eux les documents et à dégager une problématique qui guide la réflexion.

Malgré ces réserves, le niveau d'ensemble reste, comme dit précédemment, très convenable, témoignant, dans de nombreuses copies, d'une bonne maîtrise de l'exercice et de ses outils, ce dont nous ne pouvons que nous réjouir.